



Convention sur l'Interdiction des Armes chimiques : Le président syrien répond aux questions de Fox News

La Syrie s'engage à tous les impératifs de l'adhésion à la CIAC

Par [DR Bachar al-Assad](#)

Mondialisation.ca, 19 septembre 2013

[Fox News et Sana](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Le président Bachar al-Assad a affirmé l'engagement de la Syrie à tous les impératifs de l'adhésion à la Convention sur l'Interdiction des Armes chimiques et à l'exécution de son contenu, en réponse à l'initiative russe, et loin des menaces américaines « auxquelles la Syrie ne s'était pas soumise un jour ».

Abordant l'accord de la Syrie sur la destruction de ses armes chimiques, le président al-Assad a indiqué, dans une interview avec la chaîne américaine Fox News, que la Syrie, qui est depuis 10 ans, membre non-permanent du Conseil de sécurité, avait proposé aux Nations Unies et au Conseil de sécurité de se débarrasser des armes de destruction massive et de faire du Moyen-Orient, une zone vide d'ADM mais les États-Unis se sont opposés à cette proposition.

« Nous voulons voire notre région vide de toutes sortes d'armes de destruction massive parce qu'elle est très volatile, et toujours sur le point de l'anarchie et des guerres », a-t-il ajouté.

A une question si le président Obama pourrait avoir confiance en Syrie pour aller en avant dans ladite convention, le président al-Assad a répondu : « Je ne pense pas que le président Obama devrait avoir confiance en moi, d'abord c'est le peuple syrien qui doit avoir confiance en moi et non pas le président Obama.

Deuxièmement, quand vous parlez de contrats et de relations internationales, il faut avoir des mécanismes fondées sur des critères objectifs, donc si vous voulez faire confiance ou pas confiance, regarder ce pays, voir s'ils obéissent à ces mécanismes et à ces règles ou pas ». Le président al-Assad a indiqué que la Direction syrienne cherche seulement la confiance du peuple syrien.

Le président al-Assad a jugé toute offensive politique sur le règlement de la crise syrienne sans la réalisation de la stabilité comme « illusions ». « Toute offensive politique doit commencer par l'arrêt de l'afflux des terroristes et du soutien logistique à ces derniers », a-t-il indiqué.



Le président syrien a reconnu qu'il disposait d'armes chimiques, et a fait part de sa volonté de les détruire. « Une opération qui prendra un an, et qui coûtera un milliard de dollars. Si l'Administration américaine est prête à payer cette somme d'argent et d'assumer la responsabilité du transport de ces produits toxiques aux Etats-Unis qu'ils le fassent, mais en coopération avec l'Organisation onusienne concernée », a-t-il indiqué.

Le président al-Assad a précisé que la Syrie n'impose aucune condition sur l'envoi des armes chimiques à n'importe où si elles seront détruites, vu qu'elles sont nocives pour l'environnement.

Le président al-Assad a remercié la Russie qui bloque depuis le début du conflit toute résolution contraignante au Conseil de sécurité et pour son soutien à la Syrie face à l'attaque féroce dont elle fait l'objet.

A la question si la Syrie est d'accord avec le dernier rapport des Nations Unies concernant l'usage des armes chimiques aux alentours de Damas le 21 août dernier, le président al-Assad a nié toute responsabilité de cette attaque, rappelant que les enquêteurs n'ont pas encore terminé leur mission.

« Ils vont revenir et nous devons en discuter avec eux, nous devons voir les détails, mais nous ne pouvons pas être en désaccord sans avoir les preuves. Donc, personne n'a dit que le gaz toxique n'a pas été utilisé, car en mars nous avons invité la délégation en Syrie parce que le gaz Sarin a été utilisé. Nous avons la preuve qu'il a été utilisé en mars à Alep. Le gaz sarin est nommé « Gaz de cuisine » parce que chaque personne pourrait le fabriquer chez lui. « Chaque rebelle pourrait fabriquer ce gaz surtout si il était soutenu par des gouvernements possédant des substances chimiques pourraient les délivrer aux rebelles », a-t-il ajouté.

Le président al-Assad a, en outre, précisé que des dizaines de milliers de djihadistes, soutenus par des personnes qui ont la même idéologie, sont entrés en Syrie de différents pays, on n'a pas d'informations si des Etats les soutiendraient directement, mais pour être précis ils recevaient des dons octroyés par des individus.

Le président al-Assad a ajouté que des dizaines de milliers de Syriens sont morts dans le conflit du fait des attaques terroristes, des assassinats et des attentats-suicide, ainsi que des soldats gouvernementaux qui ont trouvé la mort dans ce conflit. « La plupart des innocents sont tués par les terroristes et non pas par le gouvernement. Aucun gouvernement dans le monde ne procède à tuer son peuple. Comment pourrions-nous résister pour deux ans et demi si nous tuons notre peuple, au moment où l'Occident est contre nous et tous les pays de la région et notre peuple sont contre nous. Est-t-il réaliste ? ».

A une question sur son attachement à sa position face aux exigences pacifiques des citoyens de réaliser la démocratie, le président al-Assad a indiqué que « dès le début et avant l'arrivée des terroristes et des étrangers en Syrie, en 2011, six jours après le conflit, nous avons dit que nous allons faire des changements et nous avons commencé le processus de la modification de la constitution, deux ou trois mois après le conflit. Ce n'est pas moi qui ai changé la constitution, ce sont les Syriens qui avaient voté pour la nouvelle constitution via un référendum au début de 2012, en février, soit avant la fin de l'année qui suit le conflit. Donc, ce que vous dites est bien loin de la

réalité, c'est un récit complètement différent, aucune de ces choses ne s'est passée en Syrie. Il s'agit peut-être d'un autre pays. Ce qui s'est passé en Syrie est que nous avons dit qu'il y a des exigences et que nous sommes prêts à changer quoi que ce soit.

A propos de la coopération de la Syrie pour la tenue de la conférence de Genève, le président al-Assad a indiqué que la Syrie avait soutenu le processus de Genève dès le début et les émissaires de l'ONU qui venaient en Syrie mais les Etats-Unis avaient dressé des obstacles pour de différentes raisons, la première était que les Etats-Unis savent qu'il n'y pas d'opposition réelle à l'extérieur. » L'essence de la conférence de Genève doit s'appuyer sur la volonté du peuple Syrien et tout ce qui sera obtenu de Genève sera présenté au peuple syrien. Si vous n'aurez pas des bases populaires vous n'aurez pas la capacité de convaincre le peuple syrien d'agir avec vous », a-t-il indiqué.

Questionné sur la possibilité de présenter sa candidature pour les prochaines élections 2014, le président al-Assad a indiqué qu'il est prématuré de parler de cette question, précisant qu'une telle décision sera prise avant les élections.

Le président al-Assad a indiqué que la Syrie ne voit pas les Etats-Unis et le peuple américain comme ennemis. » Nous aimons toujours avoir de bonnes relations avec tous les pays du monde et en particulier avec les Etats-Unis parce qu'ils sont un grand Etat mais ces relations dépend de leur crédibilité. C'est normal et évident. Mais cela ne veut pas dire aller dans la direction que déterminent les Etats-Unis. Nous avons notre intérêt et notre civilisation et nous avons notre volonté. Ils doivent accepter et respecter cela. Nous n'avons pas de problème au cas du respect mutuel. Bien sûr, nous voulons avoir de bonnes relations », a-t-il précisé.

A propos de l'élaboration d'une nouvelle constitution en Syrie qui garantira la liberté du peuple, le président al-Assad a répondu que la Syrie a une constitution qui garantit davantage de libertés, mais cela dépend de la nature de cette liberté. Les Syriens doivent fixer ce qu'ils voudraient et moi je dois accepter.

Répondant à la question de savoir s'il y a quelque chose dans ces deux ans d'horreur et de guerre sanglante à rattraper à ce moment, le président al-Assad a répondu que la majorité du peuple syrien avait expérimenté la signification du terrorisme , surtout que la Syrie était autrefois l'un des pays les plus sécurisés au monde et qu'elle était le numéro quatre sur l'échelle internationale de la sécurité. « Ces gens soutiennent le gouvernement, ainsi, ils sont derrière le gouvernement. Pas ou peu importe s'ils sont derrière moi ou pas. La chose la plus importante est que la majorité est derrière les institutions.

S'interrogeant sur l'existence de 60 à 70% du territoire syrien en dehors du contrôle du gouvernement, le président al-Assad a indiqué que quoi qu'il en soit, l'armée et la police n'existent pas partout en Syrie, et le problème reste que la guerre n'est pas entre deux pays ou deux armées. Il s'agit de l'infiltration de terroristes qui se déplacent d'une région à une autre pour la destruction et le meurtre. « Le problème maintenant est l'infiltration de ces terroristes en Syrie et le problème le plus dangereux est que nous confrontons leur idéologie, ce qui est plus important que ce pourcentage.

« Un grand nombre d'entre eux sont des étrangers non Syriens et ils partiront un jour ou ils trouveront la mort en Syrie, mais leur idéologie demeurera le principal souci de la Syrie et des pays voisins, et cela devrait être le souci de tous les pays du monde, y compris les Etats-Unis », a-t-il souligné.

Questionné sur la possibilité de tenir des négociations avec l'opposition syrienne, le président al-Assad a affirmé que le gouvernement syrien est disposé à mener des discussions avec n'importe quel Parti politique à l'intérieur et à l'extérieur mais « non pas avec les terroristes ».

« L'opposition ne signifie ni porter l'arme ni tuer les innocents ni détruire les écoles et les infrastructures », a-t-il insisté.

Il a affirmé que la plupart des Syriens déplacés ont quitté leurs villages, leurs villes et leurs maisons à cause des terroristes et non pas du gouvernement, les appelant à retourner à leurs foyers.

Questionné sur la possibilité de la tenue des élections présidentielles, le président al-Assad a souligné que conformément à la constitution, des élections libres seront organisées en mai 2014, affirmant que le plus grand défi à présent est de débarrasser des terroristes.

R.B. / L.A.

Voir le reportage en français :

<http://lci.tf1.fr/monde/moyen-orient/video-syrie-pour-assad-le-desarmement-chimique-coute-ra-un-milliard-8268615.html>

Entrevue intégrale en anglais : (possibilité de mettre les sous-titres en français en cliquant sur sous-titres en anglais automatiques, puis cliquez traduire et choisir comme langue le français)

Voir également le reportage de RT :

Les méthodes de destruction des armes chimiques



La source originale de cet article est [Fox News et Sana](#)
Copyright © [DR Bachar al-Assad](#), [Fox News et Sana](#), 2013

Articles Par : [DR Bachar al-
Assad](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca